

TALENTS & TERRITOIRE

OSER LA RÉUNION



LA CPME EN ACTION

LA CPME RÉUNION
DÉFEND SES DOSSIERS À PARIS

DÉVELOPPEMENT
DU RÉSEAU CPME
AVEC L'ESPACE ADHÉRENT

DOSSIER

ÉTUDE RÉELLE : LES RACINES D'UNE ÉCONOMIE TERRITORIALE



L'ÉDITO DU PRÉSIDENT



NOUS AVONS OSÉ, VOUS AVEZ AGI

Fidèles à ce que nous sommes, des entrepreneurs, cette année 2017 a été marquée par l'action. Partout, nous avons été force de proposition. Dans les instances locales, grâce à votre travail, au quotidien, pour nous représenter avec détermination et conviction et ainsi renforcer nos relations avec notre écosystème. Mais également au niveau national et européen, grâce à notre réseau et notre capacité à nous faire entendre pour fédérer autour de projets collectifs ambitieux répondant aux besoins des TPE et PME réunionnaises, poumon de l'économie de l'île. La plus belle des reconnaissances de notre action, est l'enthousiasme de nos adhérents et l'importance du nombre d'entrepreneurs ayant adhéré à la CPME Réunion, tout au long de cette année.

La démarche RÉELLE, réalisée en collaboration avec la DIECCTE, est la preuve, s'il en fallait encore une, de la légitimité et de la représentativité de la CPME Réunion autant que sa contribution au développement d'une économie réunionnaise plus performante car mieux enracinée. Il est désormais de la responsabilité de chacun de se l'approprier pour lui donner du corps et du cœur. Les adhérents de la CPME Réunion en seront, j'en suis convaincu, les premiers ambassadeurs et relais. Nous sommes des chefs d'entreprises : audace, enthousiasme, agilité, force de travail et capacité à impulser une dynamique vertueuse sont ancrés dans notre ADN.

La démarche RÉELLE, un socle solide pour les Assises de l'Outre-mer

Le grand chantier à venir, et comptez sur nous pour veiller à ce que les intérêts des TPE et PME réunionnaises soient au centre des discussions, ce sont les Assises de l'Outre-mer. Le budget de l'Outre-mer a augmenté de 4%, c'est déjà un signe positif. Au-delà des chiffres, ces Assises doivent permettre de montrer les territoires océaniques sous un autre angle, celui de l'opportunité et d'espaces de possibles. Profitons-en pour penser des méthodes et projets économiques et sociétaux, vecteurs d'équité pour les économies océaniques. *"L'Outre-mer des solutions et non des difficultés"* : pour une fois ce n'est pas nous qui le disons, c'est la ministre des Outremer elle-même.

Pour y parvenir, elle dit vouloir s'appuyer sur les *"développeurs économiques locaux"*. Ces *"développeurs"*, c'est nous, c'est vous. La démarche RÉELLE est la preuve irréfutable de notre capacité à agir et nous engager pour développer notre territoire et sera un socle solide pour les travaux des Assises de l'Outre-mer. Des travaux auxquels sont invités à participer chaque adhérent de la CPME Réunion pour représenter, défendre, valoriser notre culture d'entreprendre. Nous mettons d'ailleurs actuellement en place les conditions de votre contribution pour les Assises.

Cette culture d'entreprendre, nous sommes chaque année plus nombreux à la partager au sein de notre organisation mais aussi auprès de notre jeunesse et de nos institutions publiques. Cette année, nous avons passé un palier dans notre développement grâce à l'engagement de nos adhérents, véritables ambassadeurs qui n'hésitent pas à nous recommander. Un grand merci pour cet investissement sans faille. Nous atteignons une envergure où chacun aura un rôle à jouer au sein du collectif car, plus on grandit, en tant que dirigeant vous le savez bien, plus les responsabilités aussi.

Bonne lecture de ce dernier numéro 2017, une année de cohésion et de fierté collective marquée par l'ambition constante d' "Oser La Réunion".

Dominique VIENNE
Président de la CPME Réunion

Talents & Territoire,
Le magazine de la CPME Réunion
Directeur de la publication :
Dominique VIENNE – dvienna@cpmereunion.re
Rédactrice en chef :
Santhi VELOUPOULE – sveloupoule@cpmereunion.re
Comité éditorial :
Jérôme CALVET, Alex HOW CHOONG, Jean-François TARDIF, Gérard LEBON
Assistance technique et rédaction :
Nazîha ISSOP et Benjamin POSTAIRE
Crédits photos :
Shutterstock
Régie publicitaire :
02 62 96 43 16

Imprimeur :
NID
Dépôt légal :
Novembre 2017
ISSN :
2257-6126
Publication gratuite
Toute reproduction partielle ou intégrale d'articles est interdite.

54, chemin cachalot – Pierrefonds – 97410 Saint-Pierre
nmogalia@cpmereunion.re
Site : www.cpmereunion.re
Facebook : CPME Réunion
Twitter : @CPME974

PACK MUTA ENTREPRISE

La Complémentaire Santé préférée de tous les salariés



8 bonnes raisons de choisir **MUTA Santé**

Aucune avance de frais chez les professionnels de santé⁽¹⁾ ;

Prise en charge à 100% de vos lunettes de vue⁽²⁾ ;

Cotisation offerte pour tous les enfants scolarisés et assurés jusqu'à 26 ans révolus, sur présentation d'un certificat de scolarité ;

Pas de limite d'âge à l'adhésion ;

Service Adhérents joignable toute la semaine
Du lundi au samedi de 8h00 à 18h00 (Appel non sur-taxé) ;

Suivi en ligne de vos remboursements sur www.mutasante.com ;

Proximité avec un réseau de 9 agences
sur Saint-Denis, Saint-Paul, Saint-Gilles, Saint-Leu, Saint-Louis, Saint-Pierre,
Le Tampon, Saint-Joseph et Saint-André ;

5 formules de garanties différentes au choix.

Entreprises, nous
avons la mutuelle
qu'il vous faut !
Un conseiller est
à votre écoute



Accueil téléphonique
personnalisé de 8h00 à 18h00

0262 947 700

www.mutasante.com



SOMMAIRE

06

NOS
ADHÉRENTS
ONT DU TALENT

06

ILS NOUS ONT REJOINTS

08

ILS NOUS REPRÉSENTENT

09

LA CPME
EN ACTION

10

SUR LE TERRAIN

12

BRÈVES D'ÉVÉNEMENTS

15

FOCUS ATELIER DE LA CITÉ

16

ÉCHOS DE COMMISSIONS

17

LE
DOSSIER

18

ÉTUDE RÉELLE : LES RACINES
D'UNE ÉCONOMIE TERRITORIALE

20

ILS SOUTIENNENT

21

ILS Y CROIENT

23

ILS VONT PLUS LOIN

25

AU CŒUR DE
L'ÉCONOMIE LOCALE

26

ÉCONOMIE LOCALE

28

TENDANCES ÉCONOMIQUES

30

NOTRE
SÉLECTION

31

RETOUR
EN IMAGES



ILS NOUS ONT REJOINTS



FABRICE IMARE POLYGO

La CPME Réunion m'a permis de sortir de l'isolement, mais aussi d'avoir accès à de nouvelles informations (sociales, juridiques, pénales..) pour mieux avancer dans les prises de décision. Les ateliers proposés sont dynamiques avec des échanges constructifs. La CPME soutient activement les PME et combat à leurs côtés. Un grand merci pour votre accueil et votre réactivité.



GUY IDEL BOUNEA JILIB

Adhérer à la CPME Réunion était une évidence pour moi, professionnel de santé libéral. En tant que président de JILIB (Les Journées Interprofessionnelles Libérales), mon objectif est très clair, nous ouvrir vers le monde extérieur et définir les acteurs de soins, que nous sommes, dans une logique de chef d'entreprise. Qui mieux que la CPME et la force de son réseau pour nous permettre de négocier cette entrée.



THÉO GRANADO GET OUT !

Entrepreneur depuis 2014, je viens de créer ma deuxième entreprise il y a quelques mois sous l'enseigne Get out ! Get Out est une franchise dans le domaine des activités de loisirs de type Escape Game/Jeu d'évasion à Saint-Denis. Adhérer à la CPME est une occasion de développer la notoriété de notre concept totalement nouveau à La Réunion. Notre activité étant un véritable atout en Team Building, rejoindre un réseau d'entreprises pouvant être intéressé par la découverte ou l'exploration du concept était une évidence. Adhérer à la CPME est aussi un moyen de partager notre expérience avec d'autres chefs d'entreprise.



AUDREY LAYEMAR MARKETING PLUS RÉUNION

Adhérer à la CPME Réunion, une évidence ! Je crois profondément à l'efficacité du cerveau collectif, surtout lorsqu'on partage les mêmes valeurs et la même philosophie.



AISHA ALLEE BLAST RÉUNION

La CPME Réunion représente pour Blast Burson-Marsteller une opportunité de partenariat. Nous faisons partie d'un réseau global avec une forte présence dans la région et souhaitons bénéficier des facilités que peut nous apporter l'organisation française dans nos diverses démarches, mais aussi pour nous intégrer dans l'île. La CPME renforce la coopération régionale et offre une ouverture sur le monde des affaires.

PATRICK CHAN-OU-TEUNG COT

La limonade COT fait partie du paysage et de la tradition créole depuis plus de 68 ans. L'adhésion à la CPME Réunion nous permettra de rejoindre un réseau local riche de TPE-PME, de faire entendre nos attentes et notre vision concernant le développement de notre territoire et enfin nous transmettre les informations importantes au suivi de notre activité.



ZAYNAH AMOURANI, APICAP

Pour Apicap, adhérer à la CPME a été un acte logique et naturel. En tant qu'investisseur entrepreneur auprès des PME, la CPME est un des acteurs majeurs de l'écosystème économique réunionnais avec lequel nous travaillons étroitement pour le rayonnement et le développement du tissu entrepreneurial local. La CPME est également un formidable réseau de chefs d'entreprises impliqués sur lequel Apicap peut s'appuyer pour mieux faire connaître ses solutions de financement et ses modalités d'accompagnement.



LA CPME RÉUNION EST UNE
GRANDE FAMILLE QUI
ACCOMPAGNE, DÉFEND ET REPRÉSENTE
LES **ENTREPRISES LOCALES**.
REJOIGNEZ-VOUS !

POUR EXISTER,
INFLUER PROGRESSER ENSEMBLE,
REJOIGNEZ LE RÉSEAU
DES TPE/PME.
PENSEZ CPME !

VOTRE CONTACT
POUR ADHÉRER :
MARION KACZOREK
TÉL : 06 92 77 80 63
MAIL : mkaczorek@cpmereunion.re

ILS NOUS REPRÉSENTENT



CORINNE THIA-SOUI-TCHONG LE CDCA, UNE INSTANCE CONTEMPORAINE

Mandataire au sein du tout nouveau Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA), Corinne Thia-Soui-Tchong est particulièrement heureuse et honorée d'y représenter les adhérents de la CPME.

"Il est vrai que c'est un sujet qui me touche beaucoup mais, plus largement, nous sommes tous concernés en tant qu'êtres humains, explique-t-elle. Le vieillissement de la population fait du CDCA une instance nécessaire et contemporaine."

Si le conseil ne s'est pas encore réuni, Corinne Thia-Soui-Tchong a déjà une idée bien précise de son futur fonctionnement : *"Autour de la table, il y aura des professionnels mais aussi des usagers pour un dialogue constructif et une véritable démocratie locale. La CPME participe donc logiquement à ce processus pour être une véritable force de proposition sur ces sujets si importants sur le plan sociétal et économique"*. Avec elle et sa suppléante, Véronique Libaudière, le mandat est entre de bonnes mains.



LA CPME EN ACTION

- 10** SUR LE TERRAIN
- 12** BRÈVES D'ÉVÉNEMENTS
- 15** FOCUS ATELIER DE LA CITÉ
- 16** ÉCHOS DE COMMISSIONS

UNE NOUVELLE INSTANCE DE DÉMOCRATIE LOCALE AU SERVICE DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

Les départements ont été confirmés par la loi NOTRe (nouvelle organisation des territoires de la République) dans leur statut de chef de file territorial des politiques de l'âge et du handicap. La loi ASV du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, s'inscrit pleinement dans cette dynamique, à l'image de la création des CDCA ou encore des conférences des financeurs.

Les CDCA sont une nouvelle instance consultative présidée par les présidents de conseils départementaux. Ils renforcent la démocratie participative au niveau local et facilitent la co-construction des politiques publiques territoriales en concertation avec les usagers et leurs proches, les représentants institutionnels locaux et les professionnels du secteur de l'âge et du handicap. Les CDCA répondent en effet à la demande des acteurs d'avoir un véritable rôle à jouer dans la prise de décision locale. Cette instance permet en effet d'allier l'expérience des usagers à l'expertise des professionnels afin d'évaluer les besoins puis de proposer des initiatives adaptées.

Afin de répondre aux spécificités propres à chaque public, l'instance est composée de deux formations spécialisées, l'une pour les questions relatives aux personnes handicapées et l'autre pour les personnes âgées. Par ailleurs, les CDCA créent un point de convergence fort entre les politiques d'autonomie visant les deux publics qui se rejoignent sur de nombreuses questions, notamment à travers la réunion plénière du CDCA qui rassemble les deux formations. Leur mise en place rénove et simplifie la concertation entre ces différents acteurs au niveau départemental. Le CDCA se substitue effectivement aux deux instances préexistantes pour chacun des deux publics : les conseils départementaux consultatifs des personnes handicapées (CDCPH) et les comités départementaux des retraités et personnes âgées (Coderpa).

SUR LE TERRAIN

ASSISES DE L'OUTRE-MER, ÉTUDE RÉELLE ET SBA : LA CPME RÉUNION DÉFEND SES DOSSIERS À PARIS

DU 25 AU 28 SEPTEMBRE, DOMINIQUE VIENNE, PRÉSIDENT DE LA CPME RÉUNION, ET SANTI VÉLOUPOULÉ, DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE, ONT ÉTÉ REÇUS, À PARIS, PAR LES PRINCIPAUX REPRÉSENTANTS ET DÉCIDEURS POLITIQUES DE L'OUTRE-MER AUPRÈS DU POUVOIR CENTRAL ET AU PARLEMENT. UNE OPPORTUNITÉ POUR REPRÉSENTER LES TPE-PME RÉUNIONNAISES, DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS ET AVANCER SUR LES DOSSIERS QUI TIENNENT À CŒUR AU SYNDICAT. COMPTE-RENDU DE CES RENCONTRES PAR SANTI VÉLOUPOULÉ.



RENCONTRE AVEC STANISLAS CAZELLES, CONSEILLER OUTRE-MER À L'ÉLYSÉE

Notre rencontre avec Stanislas Cazelles, placée sous le signe du dialogue et de l'échange, a été très positive. Nous avons évoqué l'Étude RÉELLE, bien entendu, qui a retenu son attention, mais aussi deux mesures spécifiques que nous avons défendues lors des dernières élections législatives.

La première, une loi "France Océanique" dont l'article premier affirmerait que la République française reconnaît l'Outre-mer comme un ensemble de territoires dont le développement équitable et durable constitue un objectif d'intérêt national nommé la "France Océanique".

Deux projets sont associés à cette proposition :

- la nomination d'un représentant de chaque territoire auprès du Ministère de l'Économie et des Finances pour établir des traités de non double imposition avec les pays des zones de commerce exclusif des différents territoires d'Outre-Mer ;
- la nomination d'un représentant de chaque territoire auprès du Ministère des Affaires Étrangères pour établir des relations diplomatiques et commerciales avec les pays voisins.

L'autre mesure défendue lors des dernières législatives est de reconnaître toute région dont le taux de chômage est supérieur de 5 points aux taux nationaux comme Bassin d'Emplois à Dynamiser (BED). L'objectif est de soutenir la création d'activité et d'emplois en accordant aux entreprises qui créent de la valeur sur le territoire avec :

- une exonération totale des charges sociales et fiscales pendant 10 ans au sein des territoires ultra-marins afin de leur donner les moyens d'être compétitifs face aux pays de leurs zones géographiques et rattraper leurs retards économiques relatifs par rapport à la métropole ;
- une fiscalité spécifique en relevant le seuil du taux d'impôt sur les sociétés à 15%, de 38.120€ à 300.000€. Au-delà de ce seuil, maintenir ce taux réduit pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise afin de renforcer les fonds propres notamment.



RENCONTRE AVEC THIERRY BERT RAPPORTEUR GÉNÉRAL DES ASSISES DE L'OUTRE-MER

Nous avons rencontré Thierry Bert et cinq de ses collaborateurs dans le cadre des prochaines Assises de l'Outre-mer pendant lesquelles nous souhaitons vivement que la voix des TPE-PME réunionnaises soit clairement entendue. Nous avons porté à sa connaissance les travaux de la CPME Réunion et nos relations avec les autres territoires ultra-marins.

Thierry Bert et ses collaborateurs se sont montrés très intéressés par l'Étude RÉELLE, nous leur avons donc expliqué comment cette étude, qui tombe dans le pot commun des acteurs réunionnais, pourrait avoir du sens dans le cadre des Assises et être une base de travail solide.

Nous avons également présenté notre vision de l'économie locale, fondation indispensable pour créer de la valeur sur le sol réunionnais et renforcer notre potentiel pour aller conquérir des marchés extérieurs.

Enfin, nous avons présenté notre vision prospective des sept transitions nécessaires pour l'économie réunionnaise sur la base des travaux réalisés avec nos adhérents au premier semestre 2017.

RENCONTRE AVEC OLIVIER SERVA, DÉPUTÉ DE LA DÉLÉGATION ULTRA-MARINE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Toujours dans cette volonté de reprendre nos actions et nos bonnes pratiques, nous avons proposé que soit envisagée une déclinaison de l'Étude RÉELLE ainsi que de l'Association SBA sur l'ensemble des territoires ultramarins..

RENCONTRE AVEC MICHEL MAGRAS SÉNATEUR DE SAINT-BARTHÉLEMY ET PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION SÉNATORIALE À L'OUTRE-MER.

Avec Michel Magras, qui nous avait fait le plaisir d'intervenir dans le dernier numéro de Talents & Territoire, nous avons parlé de nos travaux relatifs au SBA à La Réunion. L'objectif est de parvenir, avec l'ensemble des associations membres, à travailler sur un projet de SBA océanique.

Grand défenseur du SBA depuis ses prémices jusqu'à son adoption au Parlement, le sénateur Michel Magras s'est félicité des bons résultats entrevus à La Réunion et s'est montré très enthousiaste à l'idée de diffuser la Stratégie du Bon Achat à l'ensemble des territoires ultra-marins.

BRÈVES D'ÉVÉNEMENTS

PARCOURS DE LA FORME LA SANTÉ DU CHEF D'ENTREPRISE EST "UN ACTIF"

FORTE AFFLUENCE ET BELLE ÉMULATION POUR LA 3^È ÉDITION DU PARCOURS DE LA FORME. LE CHEF D'ENTREPRISE ET SA SANTÉ AU SENS LARGE ÉTAIENT AU CŒUR DES ATTENTIONS. S'ACCORDER DU TEMPS POUR PRENDRE SOIN DE SOI QUAND ON A UN AGENDA SURCHARGÉ ET UN TÉLÉPHONE QUI SONNE CONSTAMMENT, C'EST POSSIBLE.

"Pour nous, la santé des chefs d'entreprise est un actif économique". Santhi Véloupoulé, Déléguée Générale de la CPME Réunion, a parfaitement résumé lors de son intervention à la conférence tout l'intérêt du Parcours de la Forme et l'importance de la présence de la CPME Réunion comme partenaire d'un tel événement. Car la forme du dirigeant, au-delà de sa propre personne, rejait sur la santé de l'entreprise et des salariés.

L'enjeu est donc important. C'est très probablement ce qui explique le succès du Parcours de la Forme. Pour cette troisième édition, c'est le gymnase Daniel Narcisse de La Possession qui a été pris d'assaut par près de 500 chefs d'entreprises, entrepreneurs et autres responsables des Ressources Humaines. "Nous avons dû arrêter les inscriptions car l'affluence aurait été trop forte, assure Isabelle Jallot, directrice de l'association La Réunion en Forme qui coorganise la manifestation avec AG2R La Mondiale. Il y a trois ans nous étions précurseurs et nous voyons depuis une évolution positive avec des actions concrètes au sein des entreprises".

"Aux confins du sport et de la santé"

C'est d'ailleurs le leitmotiv du Parcours de la Forme : sensibiliser ! Avec une quarantaine d'exposants répartis en cinq pôles (activité physique, santé, nutrition, bien-être, objets connectés), une conférence avec des invités prestigieux (voir p13), et des



animations ludiques comme ce podomètre donné à l'entrée pour comptabiliser le nombre de pas effectués sur le parcours (avec des lots pour les "meilleurs" marcheurs), tout était réuni pour donner aux chefs d'entreprises les moyens de prendre soin d'eux.

"Notre concept est aux confins du sport et de la santé, précise Isabelle Jallot. Il se veut mobilisateur, fédérateur et positif". Thierry Pierrat, directeur régional Océan Indien de AG2R La Mondiale, s'inscrit pleinement dans cette vision. "La forme est un principe de gouvernance au quotidien pour nous, explique-t-il. En tant que premier groupe de protection sociale en France, notre rôle est de communiquer sur l'importance de l'activité physique pour être en bonne santé".

Selon un rapport du PNAPS (Plan national de prévention par les activités physiques et sportives), 99% des entrepreneurs estiment que le bien-être et la forme des salariés constituent des éléments importants pour l'avenir de leur entreprise. L'enjeu est désormais de faire prendre conscience que la forme des équipes passe en premier lieu par celle du dirigeant qui, en tant que leader, impulse la dynamique d'une entreprise. C'était la raison d'être du stand CPME Réunion installé au Parcours de la Forme. Un stand qui n'a pas désempilé de la journée.



BERNARD THELLIER ET SARAH OURAHMOUNE "ÊTRE ENTREPRENEUR C'EST PLUS VIOLENT ET PLUS CRUEL QUE LA BOXE"

DANS LE CADRE DES RENCONTRES DE LA FORME, DEUX INVITÉS PRESTIGIEUX SONT VENUS DISTILLER LEURS CONSEILS ET ÉCHANGER AVEC LES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES BONNES PRATIQUES ET L'INTÉRÊT D'ÊTRE EN PLEINE FORME PHYSIQUE DANS SON ACTIVITÉ. SARAH OURAHMOUNE, VICE-CHAMPIONNE OLYMPIQUE DE BOXE, ET BERNARD THELLIER, ANCIEN NÉGOCIATEUR AU GIGN, AUJOURD'HUI TOUTS DEUX ENTREPRENEURS, EXPLIQUENT LEUR DÉMARCHE. INTERVIEW CROISÉE.

RACONTEZ-NOUS VOS PARCOURS RESPECTIFS ?

Sarah Ourahmoune : Je suis une ancienne boxeuse de haut-niveau et j'ai, en parallèle, lancé mon activité puisque j'interviens en entreprise pour proposer des ateliers de boxe et développe également des gants de boxe connectés. Vice-championne olympique à Rio en 2016, j'ai raccroché les gants et suis désormais concentrée uniquement sur mon entreprise.

Bernard Thellier : Pour ma part j'ai été négociateur au GIGN durant 10 ans et j'ai eu envie de me lancer un nouveau challenge en passant dans le civil. Je propose des formations en entreprise sur la gestion du stress, la négociation commerciale ou de conflit et des actions de team building en faisant intervenir des hommes du GIGN pour les activités physiques en groupe.

ALORS, QU'EST-CE QUI EST LE PLUS DIFFICILE, VOS ANCIENNES ACTIVITÉS OU ENTREPRENDRE ?

Sarah Ourahmoune : Je trouve que lorsque l'on lance son entreprise, on est moins bien préparé. Les gens sont souvent surpris quand je dis qu'être entrepreneur c'est plus violent et plus cruel que la boxe. Sur un ring, je combats un adversaire identifié et suis préparée et soutenue par mon équipe. Dans ma vie de chef d'entreprise les choses ne sont pas aussi claires et définies.

Bernard Thellier : Je partage ce constat. J'ai moi-même souvent dit qu'il est parfois plus facile de lancer un assaut contre des terroristes que son entreprise. Plus sérieusement, le fait que l'on soit tous les deux entrepreneurs nous permet de nous rendre compte des difficultés rencontrées tout au long du parcours et de la motivation nécessaire pour y arriver.

JUSTEMENT, EN QUOI L'ACTIVITÉ PHYSIQUE EST-ELLE IMPORTANTE POUR UN CHEF D'ENTREPRISE ?

Bernard Thellier : Un individu, c'est un mental et un physique. Négliger l'un ou l'autre des aspects entraîne irrémédiablement un déséquilibre qui rejait sur la performance du dirigeant et donc de son entreprise. Il est important d'écouter son corps, les signes de fatigue, sinon on finit tôt ou tard par le payer.

"Prôner une approche globale"

Sarah Ourahmoune : Je pense qu'il faut vraiment prôner une approche globale : mentale, physique, psychologique, sociale. Lorsque l'on s'entraîne six heures par jour c'est pareil, on a tendance à négliger les soins médicaux par exemple, en prétextant qu'on manque de temps. C'est une erreur. On est trop souvent dans l'action et l'on oublie de prendre du temps pour soi, pour récupérer, avoir une vie sociale épanouie. Se dégager du temps, cela implique de faire des choix et d'accepter de déléguer, même si c'est parfois compliqué.

UNE DERNIÈRE CHOSE À AJOUTER ?

Bernard Thellier : Je suis marqué, depuis mon arrivée, par l'empathie des Réunionnais. Il y a une grande sincérité dans les échanges et je dois dire qu'on se sent vraiment très bien chez vous.

Sarah Ourahmoune : C'est vrai que l'accueil est génial dans votre île. Dommage que notre séjour soit aussi court on serait bien restés plus longtemps !

FOCUS ATELIER DE LA CITÉ

CLUB ENTREPRENEURS

DÉMARRER SANS KBIS ET ANTICIPER L'APRÈS-RSI

Encore une belle réussite que ce Club Entrepreneurs qui s'est tenu le 14 septembre à l'Hôtel Alamanda (St-Gilles). Pas moins de 50 chefs ou futurs chefs d'entreprise se sont retrouvés pour écouter les conseils d'experts et échanger sur deux thèmes particulièrement d'actualité : Kbis et RSI.

L'un des juristes du cabinet Betty Vaillant est d'abord intervenu pour expliquer comment démarrer son activité sans Kbis. Une nécessité quand on connaît les délais d'obtention particulièrement longs à La Réunion.

Dans un second temps, c'est Thierry Pierrat, directeur régional Océan Indien de AG2R La Mondiale, qui a informé les participants à propos de "l'après-RSI" : "Il s'agissait avant tout d'informer sur les conséquences de la fin du RSI, explique-t-il. Lors du prochain Club Entrepreneurs, le 16 novembre, nous travaillerons sur comment réagir. Après l'information, l'action."



ESPACE ADHERENTS

Retrouvez ici toutes les informations sociales, juridiques économiques ainsi que tous les supports qui vous intéressent.

Actualité juridique, économique et sociale

LES ACTUALITES Toute l'info juridique, sociale, économique du chef d'entreprise.	LES CHIFFRES Données et statistiques de l'entreprise.	L'AGENDA Ne ratez rien des RDV juridiques et économiques de l'entreprise.

Téléchargez vos documents

NOS EVÉNEMENTS Consultez et téléchargez les supports de nos événements.	CITÉ DES ENTREPRENEURS Consultez et téléchargez les documents de la Cité des Entrepreneurs.	NOS COMMISSIONS Téléchargez les documents liés à nos commissions.	NOS MANDATS Téléchargez les documents liés à nos mandats.



NOUVEL "ESPACE ADHÉRENT"

INFORMATIONS PRATIQUES ET DÉVELOPPEMENT DU "RÉSEAU CPME"

Toujours dans la volonté d'accompagner au mieux ses adhérents et de répondre à leurs besoins spécifiques, la CPME Réunion a lancé sur son site Internet (cpmereunion.re) un "Espace adhérent".

Véritable mine d'informations, il regroupe tous les supports de présentation, photos et documents en lien avec les commissions, Clubs Entrepreneurs et Ateliers. Il vient donc en parfaite complémentarité avec les événements déjà organisés. Vous pouvez notamment retrouver les astuces et bonnes pratiques du Club Entrepreneurs sur le Kbis et le RSI du 14 septembre.

Toutes les dernières actualités fiscales, sociales et juridiques susceptibles d'intéresser les chefs d'entreprises y sont également disponibles, en faisant un outil de veille particulièrement utile et performant.

Un espace fédérateur

L'Espace adhérent référence également toutes les institutions dans lesquelles les adhérents de la CPME sont représentés. Dans cet "annuaire des mandataires" vous pouvez retrouver une fiche descriptive pour chaque institution et composée de la durée du mandat, de sa date de renouvellement et des noms et prénoms des mandataires.

Enfin, un "annuaire des compétences" est également disponible et répertorie l'ensemble des adhérents, classé par zone géographique, ordre alphabétique et secteurs d'activité. L'objectif est de mettre en avant le "réseau CPME Réunion" afin de privilégier la collaboration entre adhérents et développer les opportunités d'affaires. Au-delà de son caractère informatif, l'Espace adhérent est un moyen de fédérer la "communauté CPME Réunion" pour la rendre plus homogène et solide.

**POUR OBTENIR VOTRE IDENTIFIANT
ET AVOIR ACCÈS À L'ESPACE ADHÉRENT,
CONTACTEZ : NMOGALIA@CPMEREUNION.RE**

L'IMPERFECTION SANCTIONNÉE !

VOUS AVEZ SOLlicité UNE ENTREPRISE POUR POSER VOTRE PARQUET? VOUS ÊTES LOCATAIRE? VOUS AVEZ COMMANDÉ UN CONTAINER DE MARCHANDISES AVEC VOTRE FOURNISSEUR MAIS LA DÉCEPTION EST AU RENDEZ-VOUS. LE PARQUET FLOTTANT PRÉSENTE DES VAGUES, LE PLAFOND FUIT, LES MARCHANDISES SONT DANS UN ÉTAT LAMENTABLE... LE NOUVEL ARTICLE 1123 DU CODE CIVIL PEUT VOUS VENIR EN AIDE. MAIS ATTENTION À SA MISE EN APPLICATION !

Depuis l'ordonnance du 10 février 2016, le droit des contrats a subi une réforme historique. Plusieurs innovations méritent une attention particulière. Aujourd'hui, nous vous proposons d'analyser ensemble un mécanisme qui marque la réforme mais surtout un mécanisme qui peut bouleverser toutes relations contractuelles : la réduction du prix pour inexécution.

L'article 1123 du Code civil dispose que : "Le créancier peut, après mise en demeure, accepter une exécution imparfaite du contrat et solliciter une réduction proportionnelle du prix. S'il n'a pas encore payé, le créancier notifie sa décision de réduire le prix dans les meilleurs délais."

Ce texte concerne tous les contrats synallagmatiques dans lesquels l'une des parties assume une obligation pécuniaire. Cela recouvre des contrats aussi variés que la vente, le bail, le mandat, et le dépôt salariés, le contrat d'entreprise, le contrat de transports, la fiducie, etc. Toutefois le déclenchement de ce mécanisme est, en l'état du droit, imprécis.

En effet, la nature de l'exécution doit d'abord être imparfaite. Au demeurant, la notion d'imperfection peut se définir de manière très large :

- Une insuffisance quantitative ? c'est par exemple le cas d'une livraison par le vendeur d'une quantité de marchandises inférieure à celle stipulée dans le contrat ;
- Une insuffisance qualitative ? c'est là l'exemple d'une prestation effectuée par l'entrepreneur qui serait d'une qualité inférieure aux standards habituels, ou aux « règles de l'art » ;
- Une gravité de l'inexécution ? le texte ne prévoit pas le degré de la gravité de l'imperfection !
- Un éventuel préjudice du créancier ? la réduction du prix n'est pas liée à la responsabilité ! il n'est donc pas nécessaire de prouver un préjudice.



BETTY VAILLANT
AVOCAT



Autre difficulté, l'incertitude qui frappe la mise en œuvre de ce mécanisme. D'abord, aucune indication n'est fournie sur le destinataire de la sollicitation (entrepreneur, sous-traitant, fabricant, vendeur ?). Puis, lorsque le créancier n'a pas encore payé, c'est à lui de décider unilatéralement la réduction; son cocontractant n'aura alors d'autre choix que de saisir le tribunal s'il conteste l'imperfection de l'exécution :

- Le texte ne prévoit pas de détail sur le contenu de la mise en demeure
 - Le texte ne prévoit pas une obligation de motivation s'agissant de la décision de la réduction du prix ...
- En conséquence, il convient au rédacteur de contrat d'être vigilant afin d'encadrer et de définir ce mécanisme qui peut perturber l'économie du contrat signé mais c'est également au cocontractant, le client, de bien préparer la mise en jeu de ce mécanisme qui devient un atout face aux professionnels négligents

Nous l'avons vu, beaucoup d'incertitude entoure ce mécanisme novateur important.

Pour cette raison, il est nécessaire de vous faire accompagner pour la mise en place de ce mécanisme ou pour l'encadrer dans vos contrats.

NB : Ce texte ne concerne que les situations contractuelles nées après le 1er octobre 2016 !

ÉCHOS DE COMMISSIONS



COMMISSION SOCIALE :

ÉCHANGES AUTOUR DE LA LOI TRAVAIL

Comme de tradition, la Commission Sociale du 18 septembre s'est déroulée autour d'un repas convivial. Au cabinet Crowe Horwath d'Abdollah Lala, président de la Commission, la vingtaine de participants a échangé autour de la loi Travail. Les 36 points et cinq ordonnances ont été passés en revue par les mandataires et adhérents de la CPME avec, bien entendu, une attention toute particulière portée à leurs conséquences à La Réunion. Fructueux et agréable.

COMMISSION EMPLOI, FORMATION ET JEUNESSE :

DES SOUS-COMMISSIONS POUR MIEUX TRAVAILLER

Le 7 septembre dernier, dans les locaux de CAP Formation, au Port, ce n'est pas la commission EFJ qui s'est réunie mais, pour la première fois, la sous-commission Jeunesse. Sa directrice, Danielle Gros, explique : "Emploi, formation et jeunesse au sein d'une même commission, cela était trop dense pour aborder en profondeur tous les sujets. Il y aura désormais deux sous-commissions, Emploi/Formation et Jeunesse, une commission Plénière et une commission Mandats."

Voilà donc pour la nouveauté. Au programme des présents La Tournée des Entrepreneurs, l'investissement de la CPME à PRODIJ (Pôle réunionnais, organisation, développement, innovation jeunesse), AFDET (Association française pour le développement de l'enseignement technique) et CEE (conseillers Entreprises pour l'école), le développement des relations avec les missions locales et le RSMA et la prochaine table ronde CPME/MENSA.

Danielle Gros tient surtout à souligner que "les chefs d'entreprise sont particulièrement investis et insistent sur l'importance pour eux de se rencontrer pour faire remonter et partager les informations collectées sur le terrain. Il y a une vraie volonté de contribuer pour faire avancer le territoire sur la question de la jeunesse."



COMMISSION ÉCONOMIE NUMÉRIQUE & INNOVATION:

COMMENT FINANCER UNE START-UP ?

C'est un thème récurrent et problématique à La Réunion qui était au cœur des discussions de la Commission Économie Numérique & Innovation (ENI) du 5 septembre. Accueillie à Saint-Leu au nouvel espace de coworking Le CARÉ (depuis peu partenaire de la CPME Réunion), la quinzaine d'adhérents présents a été informée sur les différents dispositifs publics et privés de financement des start-up.

Le président de la Commission, Anil Cassam Chenai, s'est notamment attardé sur la Stratégie S3 (Stratégie de Spécialisation Intelligente). Cette stratégie régionale à l'horizon 2020 vise à obtenir une utilisation optimale des dépenses publiques en concentrant les ressources sur un nombre réduit de domaines d'activités à fort potentiel. A La Réunion, E-Tourisme et E-Santé ont été "fléchés".



LE DOSSIER

ÉTUDE RÉELLE : LES RACINES D'UNE ÉCONOMIE TERRITORIALE

20 ILS SOUTIENNENT
21 ILS Y CROIENT
23 ILS VONT PLUS LOIN

ÉTUDE RÉELLE :

LES RACINES D'UNE ÉCONOMIE TERRITORIALE

À L'INITIATIVE DE LA CPME RÉUNION, SOUTENUE PAR LA DIECCTE, RÉALISÉE PAR LE CABINET UTOPIES ET ATTENDUE PAR LES ACTEURS ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET SOCIAUX DE TOUTE LA RÉUNION, L'ÉTUDE RÉELLE EST NÉE. RÉ-ENRACINER L'ÉCONOMIE LOCALE (RÉELLE), C'EST L'AMBITIEUX OBJECTIF QU'ELLE PORTE. LA CPME RÉUNION A POSÉ LA PREMIÈRE PIERRE, À CHACUN DÉSORMAIS DE LA FAIRE EXISTER, VIVRE ET GRANDIR.

"Connaître le métabolisme économique de son île est un atout incroyable pour adapter et construire La Réunion de demain". En une phrase, Dominique Vienne, président de la CPME Réunion, a parfaitement résumé l'intérêt autant que l'importance de l'étude RÉELLE. On a coutume de dire que "gouverner, c'est prévoir", la CPME Réunion, avec le soutien de la DIECCTE, met à disposition l'outil idéal pour appliquer cette maxime au niveau territorial.

"Les conditions du succès de cette étude reposent sur la capacité de tous les acteurs du territoire de se l'approprier et d'en multiplier la portée. Un tel projet nous concerne tous : il a vocation à défaire les croyances autour de notre économie, établir le dialogue autour d'un diagnostic partagé et se mettre d'accord sur les actions à mener pour un développement vertueux de La Réunion", poursuit le président. Plus qu'un message, une incantation.

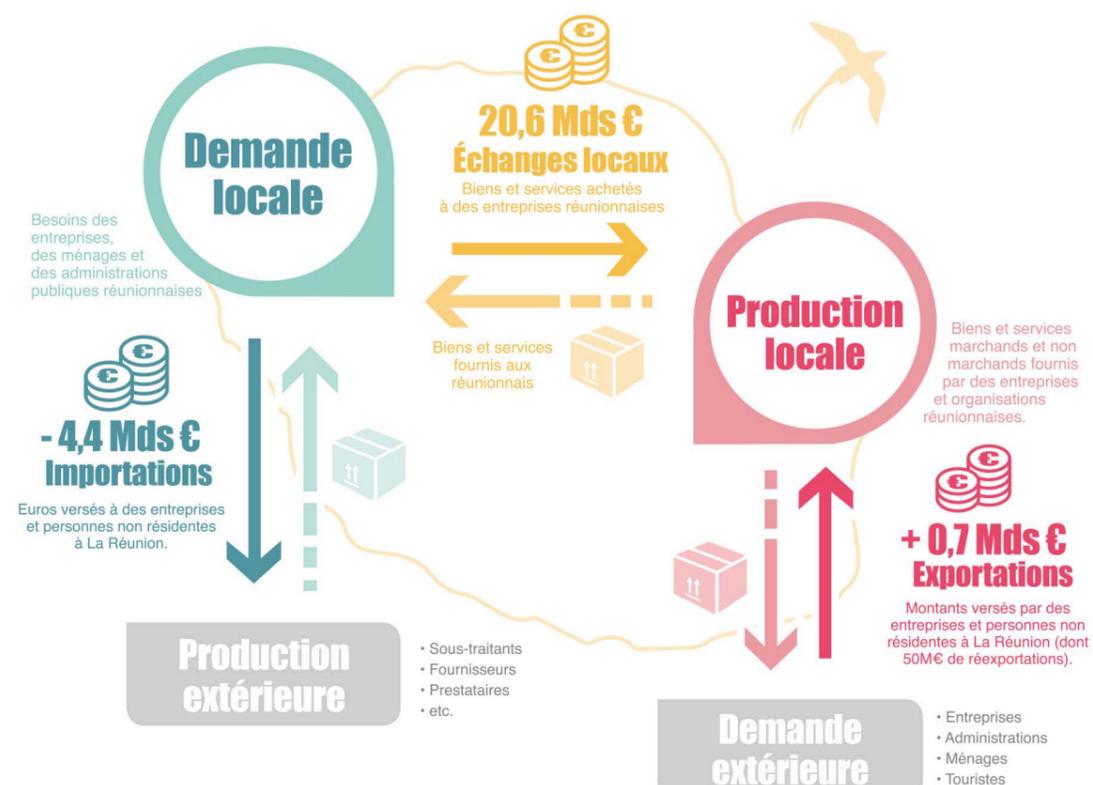
Passer du diagnostic à l'action, c'est tout l'enjeu de l'étude RÉELLE dont les résultats, tant attendus, ont été dévoilés, d'abord partiellement le 2 octobre puis sous la forme d'une "Form'action" auprès des acteurs les 30 et 31 octobre. La forte mobilisation des acteurs économiques et politiques sur ces événements est d'ailleurs révélatrice des attentes et des espoirs que soulèvent cette étude. De l'ancienne ministre des Outre-mer, Ericka Bareigts, au Recteur d'Académie, Vêlayoudom Marimoutou, en passant par un leader syndical comme Ivan Hoareau (CGTR) ou un président d'intercommunalité en la personne de Gérald Maillot (CINOR), tous témoignent, parfois pour des raisons différentes, de l'intérêt de l'étude RÉELLE pour l'avenir de La Réunion (voir pages 21-22).

Dans les faits, 380 métiers et 23 secteurs ont été étudiés à la loupe pour en tirer des enseignements clés. On apprend que 80% des échanges sont locaux et que l'effet multiplicateur pour l'économie du territoire, mesuré à 2,3, est particulièrement élevé. Comme quoi, l'insularité revêt parfois des avantages. En revanche, la consommation professionnelle (BtoB) représente moins de la moitié de la demande locale (47% des 25,8 milliards d'euros). Un point à améliorer. Autre enseignement majeur, les exportations réunionnaises sont plus de 20 fois inférieures à celles de territoires métropolitains de taille comparable.

Du diagnostic aux choix stratégiques

A partir de ce constat, l'objectif est désormais de diversifier et densifier l'économie réunionnaise. Et, là encore, les données mises à disposition dans l'étude RÉELLE vont s'avérer précieuses. Pour développer des marchés locaux, l'agriculture, la pêche et l'agroalimentaire ont été identifiés comme des gisements de production et d'emplois significatifs. Idem concernant le domaine du Consulting et de l'Expertise qui représente un potentiel de près de 7000 postes.

Établir ce diagnostic pour faire les choix stratégiques adéquats doit permettre, grâce à l'étude RÉELLE et aux travaux qui vont l'accompagner, de développer un entrepreneuriat de territoire, basé sur de nouveaux modèles. Faire plus petit (micro-usines, micro-fermes...), plus circulaire (réparabilité, recyclage...), plus collaboratif (mutualisation, coopérative...), plus inclusif (intégrer des populations exclues), voilà des pistes d'avenir pour une économie réunionnaise plus performante car plus adaptée et ancrée dans son territoire. Une économie enracinée.



ILS SOUTIENNENT

SYLVIE GUILLERY

UNE ÉTUDE "NOVATRICE" QUI PROPOSE "UNE APPROCHE DIFFÉRENTE"

PARTENAIRE INCONTOURNABLE DANS LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE RÉELLE, LA DIECCTE (DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI), PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SA DIRECTRICE RÉGIONALE, SYLVIE GUILLERY, EXPLIQUE CE QU'UN TEL PROJET VA APPORTER AU TERRITOIRE.



EN QUOI L'ÉTUDE RÉELLE EST-ELLE NOVATRICE ET QUE PEUT-ON ATTENDRE DE SES RÉSULTATS ?

Cette étude est novatrice dans la mesure où elle propose une approche différente : porter un diagnostic sur le circuit économique local tout en s'attachant à s'ouvrir au monde qui l'entoure. Elle permet ainsi de consolider, dans le souci d'une vision anticipative, les bases de l'action collective afin de stimuler l'innovation, l'anticipation, l'agilité et définir ainsi les modèles économiques adaptés aux besoins du territoire et de son environnement.

Je tiens à préciser que ce n'est pas parce que la DIECCTE participe au financement de cette étude qu'elle est tenue par ses conclusions. Les choix méthodologiques et les concepts relèvent du seul choix du commanditaire.

"Elle a vocation à nourrir la réflexion locale"

Par ailleurs, cette étude a pour ambition d'inviter les partenaires sociaux à poser un diagnostic partagé. Elle a pour objectif d'alimenter les échanges et enrichir le dialogue social territorial permettant au quadripartisme local de déployer un plan d'action adapté à l'heure où s'ouvrent de nombreux chantiers de transformation sociale.

EN QUOI LA CPME RÉUNION EST-ELLE LÉGITIME POUR PORTER UNE TELLE ÉTUDE ?

Cette étude est certes initiée et portée par la CPME mais elle a vocation à nourrir la réflexion locale. Dans ce cadre, une organisation professionnelle est tout à fait légitime à réaliser ce type d'action invitant les acteurs locaux à la co-construction.

QUEL RÔLE JOUE LA DIECCTE ET EN QUOI EST-ELLE INCONTOURNABLE SUR UN TEL PROJET ?

Afin de pouvoir mieux accompagner le développement du territoire et de l'emploi, la DIECCTE doit être au fait des potentialités et accompagner les changements. La DIECCTE a un rôle utile à jouer au sein d'un écosystème local, au regard de la transversalité de ses missions. Pour renforcer la performance, la compétitivité des entreprises et aider au développement d'emplois pérennes, il est important qu'elle participe à cet exercice d'intelligence collective. Avec l'ensemble des acteurs et des partenaires nous devons nous mobiliser au service du territoire n'excluant en rien le débat et les divergences de vue.

L'une des missions de la DIECCTE est de nourrir les fondamentaux du dialogue social et cette étude s'inscrit pleinement dans la lignée des actions déjà réalisées notamment avec l'ARVISE dans le cadre du déploiement du dialogue social territorial, à l'instar du séminaire de 2015 intitulé "ADN" : anticiper, dialoguer, négocier. Il ne s'agit pas de faire à la place de, mais d'être en accompagnement des phénomènes de transformation, dans le respect des règles de la démocratie sociale.

ILS Y CROIENT

ERICKA BAREIGTS

"UNE DÉMARCHE HISTORIQUE"

L'EX-MINISTRE DES OUTRE-MER, PRÉSENTE À LA PRÉSENTATION DES PREMIERS RÉSULTATS DE L'ÉTUDE RÉELLE, NE CACHE PAS SON ENTHOUSIASME ET SE RECONNAÎT PLEINEMENT DANS LA DÉMARCHE PORTÉE PAR LA CPME RÉUNION

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR L'ÉTUDE RÉELLE ?

Pour moi, c'est une démarche historique. Pourquoi ? Tout simplement car cette étude impulse un nouveau regard et vient tordre le cou à des croyances enracinées. C'est une cause que je défends et la notion de "réelle" me parle particulièrement puisque j'ai moi-même portée la loi Égalité Réelle en tant que Ministre des Outre-mer. Faire un diagnostic pour pouvoir s'adapter à la réalité puis amplifier ces résultats, voilà des démarches qui représentent l'avenir du territoire pour les 60 prochaines années.



QUELS IMPACTS POURRAIENT AVOIR LES RÉSULTATS POUR L'AVENIR DE LA RÉUNION ?

Je pense que cette étude peut bouleverser des situations assises et acquises et changer des comportements, au cœur même du tissu économique. C'est une entreprise particulièrement compliquée mais c'est ce qui fait la force de cette démarche et je me retrouve pleinement dans ces convictions.



**EN VRAI,
C'EST EN SE
CONNAISSANT
MIEUX QU'ON
PREND LES
BONNES
DÉCISIONS**

Solutions
personnalisées
et complètes
pour les pros.

groupama-pro.fr

Groupama Océan Indien - Caisse régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles de l'Océan Indien - 7 rue André Lardy BP 103 97438 Sainte-Marie. - 314 635 319 RCS Saint-Denis. Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution 61 rue Talbott 75009 Paris. Document et visuels non contractuels - Crédit photo : GOI - Octobre 2017.

0262 300 300

appel non surtaxé

contact@groupama-oi.fr

Groupama
OCÉAN INDIEN
la vraie vie s'assure ici

ILS Y CROIENT



GÉRALD MAILLOT
PRÉSIDENT DE LA CINOR

“NOTRE TOUR EST VENU”

“Cette étude correspond en tous points à ce que je prône depuis un moment, à savoir que nous sommes capables de produire des choses de qualité. Du consommateur à l'industriel, les mentalités sont en train de changer. Nous sommes désormais tous conscients de l'importance de consommer local.

En outre, cette étude nous donne les moyens d'identifier les secteurs à développer. C'est pourquoi dès que j'ai eu connaissance de la Form'action des 30 et 31 octobre, j'ai tout annulé dans mon agenda pour m'y rendre et connaître les leviers identifiés.

A la CINOR, nous sommes dans cette démarche et cette étude tombe donc à point nommé. Oui, je pense que dans le domaine de la production péi, notre tour est venu !”

JEAN-LUC ALBA

RESPONSABLE ESS (ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE) ET RÉFÉRENT SBA (STRATÉGIE DU BON ACHAT) À LA SIDR

“CETTE ÉTUDE EST UNE AUBAINE”

“Cette étude est une aubaine ! Dans la construction et la réhabilitation de logements sociaux nous avons constamment besoin de produits et nous importons quasiment tout. Idem concernant la main d'œuvre, beaucoup de métiers de l'artisanat ont disparu alors qu'il y a des besoins.

Il est donc très intéressant de savoir quels secteurs nous pouvons flécher par rapport à nos besoins pour voir ce qu'il est pertinent de mettre en place tout au long du processus. Cette étude, les données récoltées et les conclusions qui en sont tirées permettront de bénéficier à l'ensemble du secteur. Le constructeur, bien entendu, mais aussi, en bout de chaîne, le locataire qui pourrait voir le prix de son logement baisser.”



IVAN HOAREAU

SECÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGTR ET MEMBRE DU CESER RÉUNION

“LA NOTION DE TERRITORIALITÉ EST SÉDUISANTE”

“La notion de territorialité de cette démarche est séduisante. Il faut bien avoir conscience que les enjeux sont très gros puisqu'on parle clairement de répartir la richesse de manière différente. Il y a donc la dimension économique, mais elle doit s'accorder avec un contrat social source de cohésion et de justice. Pour moi, elle pose même la question d'une gouvernance politique locale, c'est donc quelque chose de très complexe.”

ILS VONT PLUS LOIN

XAVIER HERMESSE

“CONTRIBUER À L'ÉMERGENCE D'UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL RÉUNIONNAIS”

ACTEUR PARTICULIÈREMENT ENGAGÉ POUR LE TERRITOIRE, ZEOP, ET PLUS GÉNÉRALEMENT LE GROUPE OCÉINDE, VOIT DANS L'ÉTUDE RÉELLE UNE OPPORTUNITÉ POUR AFFIRMER SA POLITIQUE INDUSTRIELLE BASÉE SUR L'ENRACINEMENT. XAVIER HERMESSE, DIRECTEUR DE L'OPÉRATEUR, Y VOIT ÉGALEMENT L'OCCASION DE SAUVER OU DÉVELOPPER DES FILIÈRES.



QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR L'ÉTUDE RÉELLE ?

Nous sommes partisans de tout ce qui peut démontrer l'engagement des acteurs locaux sur le territoire réunionnais et avons d'ailleurs participé au Trophée Entreprise & Territoire de la CPME Réunion. Notre groupe est dans une logique industrielle, nous produisons ce que nous revendons et créons de la valeur et de la richesse. Il faut prouver qu'il y a la place pour des démarches comme la nôtre face à ceux qui pratiquent la politique de comptoir.

SUR LA FILIÈRE NUMÉRIQUE, QUE PEUT-ON ATTENDRE DE CETTE ÉTUDE ?

Dans notre activité, le principal enjeu est l'emploi. Je pense avant tout aux call-center délocalisés à Maurice ou Madagascar. C'est une fuite massive d'emplois et toute une filière est en danger. La question est de savoir comment fait-on pour maintenir une proximité et que les Réunionnais parlent aux Réunionnais. Seul un acteur engagé peut accepter un surcoût raisonnable pour maintenir cette activité à La Réunion.

ET EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉ ?

Il y a un réel besoin de contenus de divertissement. Il y a beaucoup d'artistes indépendants, au niveau musical notamment, mais pas assez de production. Nous devons faire de La Réunion une terre d'excellence et un laboratoire en utilisant les ressources de notre île pour produire et valoriser du contenu. C'est un enjeu important pour notre groupe qui, en plus de Zeop, a récemment acquis Antenne Réunion.

“Si un acteur est légitime pour mener une telle étude c'est bien la CPME Réunion”

QUE CETTE ÉTUDE SOIT INITIÉE PAR LA CPME...

(Il coupe). Si un acteur est légitime pour mener une telle étude c'est bien la CPME Réunion. Nous avons adhéré au syndicat car nous pensons qu'il est le plus à-même de fédérer les acteurs pour contribuer à l'émergence d'un écosystème industriel réunionnais. Nous devons mettre nos forces en commun pour créer de la valeur et de l'emploi à La Réunion.



NOOR-OLIVIER BASSAND

“IL EST IMPORTANT DE FAIRE PROSPÉRER L'ARGENT GAGNÉ À LA RÉUNION”

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS ROUL PA NOU ET VISAGE BIEN CONNU DE L'UNIVERS ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE LA RÉUNION, NOOR-OLIVIER BASSAND SE RÉJOUIT DE L'ÉTUDE RÉELLE LANCÉE PAR LA CPME RÉUNION. INTÉRÊT POUR LES CONSOMMATEURS ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR LES TPE-PME RÉUNIONNAISES, IL DÉCRYPTE, SANS DÉTOUR, LES IMPACTS POSITIFS DE CETTE INITIATIVE.

L'ÉTUDE RÉELLE PEUT-ELLE AVOIR DES RETOMBÉES POSITIVES POUR LES CONSOMMATEURS RÉUNIONNAIS ?

L'intérêt de tout consommateur est d'avoir les meilleurs produits aux meilleurs prix. Puisque je défends l'intérêt catégoriel des consommateurs réunionnais, c'est ce pour quoi je me bats. Aujourd'hui, les consommateurs ne sont ni rois, ni princes, car ils naviguent à vue et subissent l'entente entre grands groupes qui se partagent le gâteau. Une étude de ce type va permettre de connaître la réalité pour une concurrence libre et non-fauscée. On peut mentir aux autres sur les chiffres, mais on ne peut pas se mentir à soi-même.

LES TPE-PME PEUVENT-ELLES ÊTRE LA SOLUTION À LA PROBLÉMATIQUE QUE VOUS SOULEVEZ ?

Bien entendu. Aujourd'hui, un consommateur de la classe moyenne haute peut choisir de s'orienter vers un produit local même s'il est légèrement plus cher. Ce n'est pas le cas pour un consommateur de la classe moyenne basse. Ce qui me plaît dans cette étude, c'est qu'elle n'est ni monomaniaque, ni univoque. Je veux dire par là qu'elle s'intéresse à tous les acteurs économiques, du taxiteur de St-Joseph à l'Aéroport de La Réunion. L'élitisme pour tous, c'est de proposer une transparence des informations.

Dans le delta entre un produit peu cher et un produit local, se trouve de la taxe d'apprentissage, de la fiscalité locale qui permet d'améliorer les infrastructures de nos enfants. Le consommateur informé peut alors faire un choix éclairé.

QU'ATTENDEZ-VOUS DES RÉSULTATS ?

Que l'on puisse relocaliser de l'euro à La Réunion pour faire grandir le territoire ! Qu'il profite aux entreprises et aux emplois sur l'île. Grâce aux résultats, nous pourrons faire des prospectives sur 15 ans, cibler des formations, développer des apprentissages. Et puis il est plus que nécessaire d'accentuer les relations commerciales avec les pays de la zone et, plus largement, ceux qui sont les berceaux du peuplement de La Réunion comme l'Inde ou la Chine.

“Grâce aux résultats, nous pourrons faire des prospectives sur 15 ans”

VOUS SEMBLEZ VOUS RECONNAÎTRE DANS LES IDÉES PORTÉES PAR LA CPME RÉUNION ?

C'est clairement le syndicat patronal qui défend le mieux son territoire. C'est pourquoi cela ne m'étonne guère qu'une telle étude provienne de son initiative. Je vis, aujourd'hui, mieux que mes parents et grands-parents et souhaite qu'il en soit de même pour mes enfants et petits-enfants. Cela passe par le développement de notre territoire c'est pourquoi je voue beaucoup d'admiration à de grands chefs d'entreprise comme Pascal Thiaw Kine, Nassir Goulamaly ou Dominique Vienne qui œuvrent en ce sens.



AU CŒUR DE
L'ÉCONOMIE LOCALE

26 ÉCONOMIE LOCALE

28 TENDANCES ÉCONOMIQUES

ÉCONOMIE LOCALE

DIVERSIFIER — DENSIFIER DEUX AXES STRATÉGIQUES POUR DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE RÉUNIONNAISE À PARTIR DE LA DEMANDE LOCALE

Convertir une partie des importations réunionnaises en échanges locaux soulève un double enjeu :

- renforcer la capacité du tissu entrepreneuria réunionnais à répondre aux besoins locaux

- favoriser la rencontre entre l'offre et la demande locales

1

Diversifier
Apporter des réponses locales aux besoins locaux

« Pour consommer local, encore faut-il que l'offre locale soit au rendez-vous »

2

Densifier
Favoriser les échanges locaux

« Il ne suffit pas que les acteurs soient proches pour qu'ils échangent entre eux »

DIVERSIFIER LA PRODUCTION LOCALE POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE LOCALE : UN ENJEU ENTREPRENEURIAL

Réenraciner l'économie implique tout d'abord d'être en mesure de proposer des réponses locales aux besoins locaux. De fait, les importations peuvent refléter l'absence d'alternatives locales disponibles et/ou performantes. Réduire l'évasion de la demande réunionnaise implique donc de développer une offre locale susceptible de se substituer aux biens et services aujourd'hui importés. Cet enjeu revêt une dimension éminemment entrepreneuriale.

Du point de vue des entrepreneurs locaux, les importations constituent un révélateur de la demande locale non satisfaite, c'est-à-dire les marchés locaux disponibles (BtoB / BtoC) sur lesquels ils pourraient se positionner à l'avenir. Investir ces marchés locaux ne peut toutefois se résumer à proposer une copie locale d'un produit importé. D'une part, la compétitivité de l'offre locale implique une différenciation permettant d'apporter une réponse plus qualitative aux besoins locaux (personnalisation, fonctionnalités, transparence, etc.). D'autre part, il apparaît essentiel que les modèles entrepreneuriaux locaux reposent eux-mêmes davantage sur les ressources locales (fournitures, services, ressources humaines, matières premières, financements...) afin de maximiser les effets multiplicateurs locaux et de favoriser un

développement économique plus collaboratif (renforcer les coopérations économiques entre acteurs), plus inclusif (élargir les opportunités d'emplois accessibles à tous), plus résilient (réduire la dépendance aux matières premières extérieures).

Pour les entrepreneurs locaux, les importations peuvent donc constituer une forte incitation à développer de nouvelles compétences, de nouveaux produits, de nouvelles activités favorisant la diversification et le renouvellement des biens et services produits localement. Cette dynamique entrepreneuriale peut d'ailleurs s'inscrire dans un processus cumulatif : au fur et à mesure de sa diversification, le tissu économique peut s'attaquer à des produits importés de plus en plus complexes.

Cette logique de diversification trouve un réel écho à La Réunion. Comme le souligne l'économiste du CEMOI Jean Yves Rochoux, l'industrialisation de l'île s'est fondée à partir des années 1980 sur une stratégie de soutien aux productions venant se substituer à certaines importations. Le cas de l'agriculture apparaît emblématique de cette démarche, avec une diversification de la production, le développement des filières agroindustrielles aval et l'intégration de la distribution dans le processus. Dans ce contexte, l'étude RÉELLE peut être l'occasion de valoriser et de donner un nouveau "coup de fouet" à cette dynamique réunionnaise en révélant les milliers de niches locales restant à investir.

C'est aussi l'opportunité de faire de La Réunion un avant-poste de l'essor de l'"entrepreneuriat de territoire" auquel on assiste depuis quelques années en France, à savoir la multiplication de projets entrepreneuriaux se donnant pour mission d'apporter des réponses durables aux besoins locaux en s'appuyant sur les ressources locales.

Favoriser l'émergence d'entreprises...

... apportant des réponses durables aux besoins locaux (BtoB / BtoC)



... en s'appuyant sur les ressources locales (fournitures, services, ressources humaines, matières premières, financements...)

Densifier les échanges locaux : un enjeu d'intermédiation

DENSIFIER LES ÉCHANGES LOCAUX UN ENJEU D'INTERMÉDIATION

Renforcer l'offre est indispensable pour élargir les possibilités d'échange local. Toutefois, ceci peut se révéler insuffisant dans la mesure où il ne suffit pas qu'acheteurs et fournisseurs soient coprésents sur le territoire pour qu'ils "fassent affaire". En effet, parce qu'elles peuvent manquer de temps, de réseau, d'organisation interne, etc. les entreprises ne sont pas toujours en mesure de connaître l'ensemble des opportunités d'approvisionnement et de débouchés qui s'offrent à elles localement. Rendre possible des échanges interentreprises qui n'auraient pas émergé spontanément peut apparaître dès lors comme un véritable enjeu de politique économique : comment faire en sorte que chaque activité réunionnaise développe pleinement ses approvisionnements et ses débouchés locaux ?

De même, si les ménages affichent de plus en plus une aspiration à "consommer mieux" et "consommer plus local", il n'est pas toujours aisé pour eux d'identifier les commerces, les produits et les services apportant des solutions plus locales, plus qualitatives et plus durables à leurs besoins.

L'amplification des échanges économiques locaux implique de faciliter les connexions entre l'offre et la demande locales. Structurer cette fonction d'intermédiation à l'échelle territoriale prend une importance croissante face à l'essor fulgurant des plateformes numériques. Mettant en relations une multitude d'utilisateurs et de fournisseurs, ces dernières sont en capacité de capter une part de plus en plus significative de la valeur économique créée et consommée dans les territoires.

MIEUX RÉPONDRE À LA DEMANDE LOCALE PEUT ÉGALEMENT CONTRIBUER

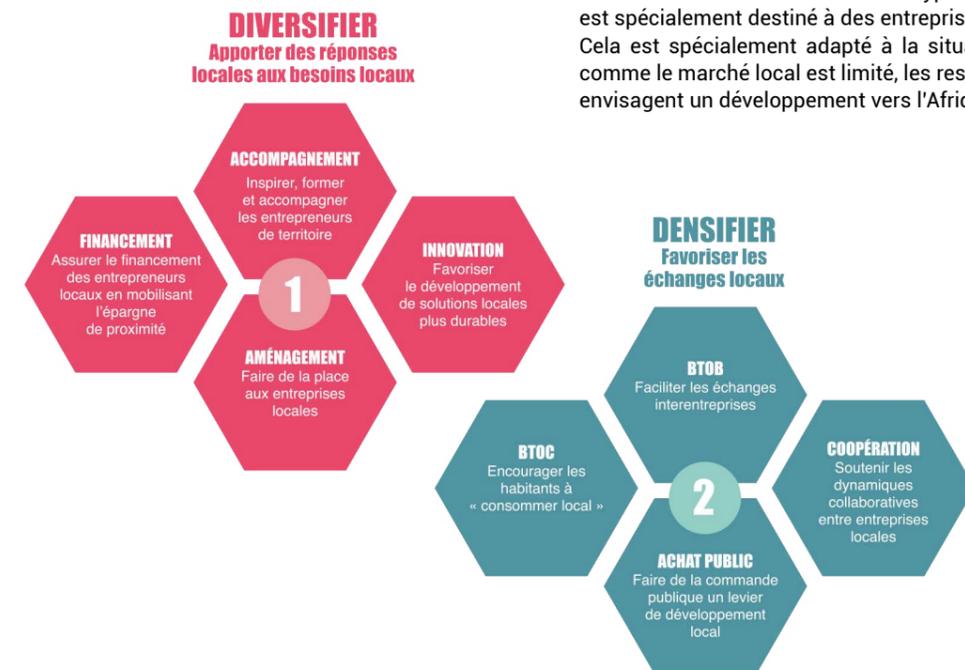
AU RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ EXPORTATRICE DE L'ÎLE

Même si cela peut sembler contre-intuitif, la relocalisation de l'économie n'implique pas une diminution des échanges et la remise en cause du principe d'ouverture économique. Au contraire, mieux répondre la demande locale peut faire émerger de nouveaux besoins (diversification de la demande) et permettre de dégager davantage de revenus pour acquérir sur le marché extérieur des produits et services plus performants, plus qualitatifs, plus onéreux ; lesquels peuvent ensuite stimuler la "montée en gamme" du tissu économique local.

D'autre part, la diversification de la production locale suscitée par le remplacement des importations peut ouvrir la voie à de nouveaux débouchés sur les marchés extérieurs. En effet, les produits importés peuvent constituer une source d'inspiration favorisant l'émergence d'innovations – nouveau design, nouvelles fonctionnalités, nouveaux produits, nouvelles méthodes de production, etc. – permettant de mieux répondre à la demande locale. Ces éléments de différenciation de l'offre locale et la capacité à servir un marché tel que La Réunion peuvent alors revêtir un véritable potentiel à l'exportation.

Dit autrement, mieux répondre à la demande locale aujourd'hui peut permettre d'être en capacité de mieux capter la demande extérieure demain. Or, comme on l'a vu plus haut, le rééquilibrage des échanges extérieurs réunionnais appelle aussi un développement des exportations afin de faire entrer des revenus supplémentaires sur l'île.

La nécessité de faire émerger de "nouvelles pépites" en capacité de répondre à la demande locale et de rencontrer le succès à l'extérieur semble également faire consensus à La Réunion. A titre illustratif, Jean Yves Rochoux évoque dans ces travaux l'exemple de la start-up réunionnaise Data Prisme. Celle-ci propose un logiciel de transferts de données (Cheetah) qui peut se substituer à certains des éléments des suites type Windows ou Oracle et qui est spécialement destiné à des entreprises de taille intermédiaire. Cela est spécialement adapté à la situation réunionnaise, mais comme le marché local est limité, les responsables de l'entreprise envisagent un développement vers l'Afrique de l'Est.



UTOPIES®

EMMA CASTEL
CONSULTANTE SENIOR ECONOMIES LOCALES DURABLES,
CABINET UTOPIES

TENDANCES ÉCONOMIQUES

APRÈS L'ACTE AUTHENTIQUE ÉLECTRONIQUE, LA VISIO-CONFÉRENCE !



A titre d'exemple, un chef d'entreprise réunionnais pourra signer l'acte d'acquisition d'un immeuble à Paris tout en étant présent au rendez-vous de signature. Son notaire se connectera avec le notaire de l'acquéreur, et la signature aura lieu en présence des deux parties par voie dématérialisée avec le même niveau d'informations et de sécurité que si elles étaient physiquement présentes.

Les dirigeants dont l'activité se tourne de plus en plus vers l'international trouveront un intérêt certain à ces innovations. Il ne sera en effet plus nécessaire d'envisager plusieurs déplacements dans la région qui accueille un nouvel investissement ou qui sera le théâtre d'une nouvelle relation d'affaires. Une simple connexion à distance, depuis son bureau ou sa salle de réunion, suffira pour définir et formaliser devant notaires les intentions des différentes parties.

Installée au-delà des côtes réunionnaises, la visio-conférence pourrait également apporter une autre approche de la coopération entre les notaires de la zone océan Indien. Ils se retrouvent une fois par an au détour de la Conférence des Notariats de l'Océan Indien (CNOI) et projettent d'accroître leur collaboration. Un projet de « Hub Notarial » sera présenté à l'occasion de la prochaine conférence. En fédérant d'autres partenaires des entreprises dans une logique de plateforme, le système de visio-conférence du Notariat pourrait devenir un outil au service du développement économique régional, à même de proposer un parcours 100 % numérique aux acteurs de la zone et d'ailleurs.



Le Notariat poursuit sa mutation numérique. Après avoir lancé, en 2008, l'acte authentique électronique, la profession entame un nouveau virage dans la transformation digitale de ses pratiques : "Pour se projeter jusqu'en 2020, elle s'est dotée d'une Stratégie du notariat dans un monde numérique. La feuille de route offre au notariat une opportunité de se développer et de se transformer, sans rien perdre des liens de confiance et de proximité établis jusqu'ici", a récemment souligné Jean-François Humbert, le Vice-président du Conseil Supérieur du Notariat (CSN), l'organe qui représente et régit la profession à l'échelle nationale.

La généralisation de la visio-conférence est l'une des premières concrétisations de ce vaste projet. La moitié des études notariales de l'île sont actuellement en phase d'installation des équipements. La Chambre départementale l'est déjà ! Le système vise à faciliter les échanges entre notaires et à organiser des rendez-vous en ligne avec nos clients.

La dématérialisation de la relation clientèle permettra, à terme, la signature à distance des actes authentiques électroniques. Il s'agira là d'une véritable opportunité pour les cadres et dirigeants d'entreprises, souvent contraints par le temps et en recherche de rationaliser les coûts au sein de leur entreprise. Ce nouvel équipement sera déployé dans le courant de l'année 2018, spécifiquement pour les besoins de la profession, afin de garantir un niveau de sécurité et de confidentialité exemplaire.

DEV KOYTCHA
PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES DE
LA RÉUNION

NEXSTAT QUEL USAGE EN FONCTION DE SES BESOINS

NEXSTAT.RE EST UN PORTAIL INTERNET EN OPEN DATA CENTRALISANT LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES POUR LA RÉUNION DE PLUS DE 90 SOURCES D'INFORMATIONS. NOUS VOUS L'AVONS PRÉSENTÉ DANS LES GRANDES LIGNES LORS DU PRÉCÉDENT NUMÉRO DE TALENTS & TERRITOIRE. POUR ALLER PLUS LOIN ET VOUS ACCOMPAGNER DANS L'APPROPRIATION DE CET OUTIL UNIQUE, NOUS AVONS VOULU VOUS EN PRÉSENTER LES USAGES POSSIBLES EN FONCTION DES PROFILS D'UTILISATEUR ET DONC DES BESOINS. LA VISITE GUIDÉE EST EFFECTUÉE PAR LE DIRECTEUR DE NEXA (AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT, D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION), GASTON BIGEY.

MON CHIFFRE D'AFFAIRES EST EN BAISSÉ...

Nexstat permet d'avoir accès à toutes les données économiques de son secteur d'activité. Pour un chef d'entreprise dont, par exemple, le Chiffre d'affaires serait en baisse, il peut, avec Nexstat, voir si le marché dans sa globalité est en recul ou si c'est lui qui perd des parts de marché.

L'autre intérêt, c'est que toutes ces données sont sous forme de graphiques, pour voir les tendances, mais sont également exportables au format Excel. Cela permet au chef d'entreprise de les retravailler comme il le souhaite en fonction de ses besoins. C'est le gros avantage de l'open data.



JE RÉALISE UN BUSINESS PLAN...

Lorsque l'on veut lancer son entreprise, il y a le passage obligé du Business Plan. Nexstat est l'outil parfait pour ça. Le portail permet d'avoir immédiatement une vision macro-économique du marché. Nombre de concurrents, chiffre d'affaires, répartition géographique, autant de données incontournables et qui sont, encore une fois, exportables et modifiables.

Par ailleurs, toutes ces données sont sourcées ce qui permet d'aller, si besoin, à la source pour les enrichir. Dans le cadre d'un Business Plan, il est également important de montrer aux potentiels financeurs le sérieux de celui-ci en précisant bien la source de l'information.

JE VEUX RÉPONDRE À DES APPELS D'OFFRE...

Sur Nexstat, l'ensemble des données des collectivités publiques de La Réunion sont disponibles. Il est ainsi possible de voir le volume d'investissements réalisés par chaque établissement public par secteur d'activité. Des données très intéressantes pour savoir, par exemple, quelle collectivité est la plus active sur le marché que l'on vise.

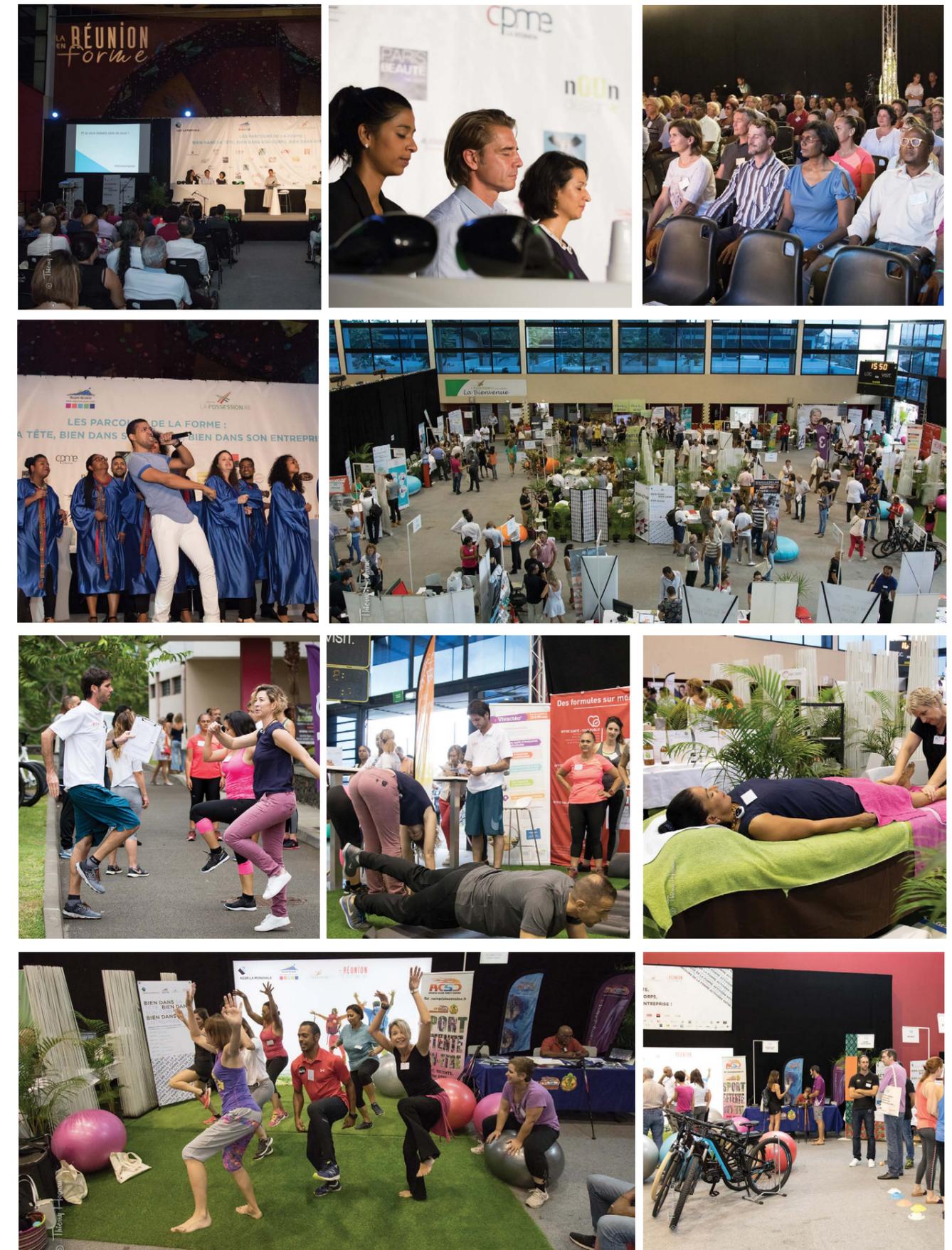
En outre, on retrouve les taux d'imposition, les effectifs ou encore le prix de l'eau de toutes les collectivités. Précieux pour décider où domicilier son entreprise ou, plus simplement, en tant que citoyen curieux et attentif.



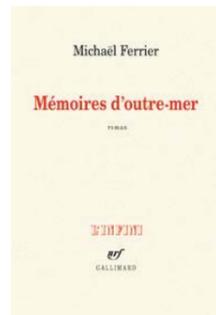
NOTRE SÉLECTION

RETOUR EN IMAGES

LES PARCOURS DE LA FORME - 28 SEPTEMBRE 2017 - COMPLEXE SPORTIF DANIEL NARCISSE, LA POSSESSION



Crédits photos



LE LIVRE "MÉMOIRES D'OUTRE-MER" : PREMIER LAURÉAT DU PRIX LITTÉRAIRE ATHÉNA

Le salon du livre Athéna, qui s'est déroulé en octobre à Saint-Pierre, a décerné cette année son premier Prix Littéraire Athéna. C'est le romancier et essayiste Michaël Ferrier qui a été récompensé pour son roman "Mémoires d'outre-mer". Né à Strasbourg et vivant aujourd'hui au Japon, Michaël Ferrier raconte dans ce livre l'histoire de son grand-père, acrobate dans un cirque qui sillonne l'Océan Indien.

#Culturecréole

L'ÉVÉNEMENT

ASSISES DE L'OUTRE-MER : CONSULTATION NUMÉRIQUE DU 15 JANVIER AU 28 FÉVRIER

À partir du 15 janvier 2018, le gouvernement lance la consultation numérique dans le cadre des Assises de l'Outre-mer. Cette consultation doit permettre de déterminer les projets qui tiennent à cœur aux ultra-marins. Selon le site assisesdesoutremer.fr, qui centralise les informations, "la synthèse finale des Assises des Outre-mer reposera en grande partie sur les résultats obtenus lors de la consultation numérique, alors soyez nombreux à y prendre part!".

#Acteurs

LE CHIFFRE

2,3

C'est l'effet multiplicateur de l'économie locale calculé par le cabinet Utopies dans le cadre de l'étude RÉELLE menée par la CPME Réunion. Un chiffre particulièrement élevé, notamment en comparaison des territoires métropolitains, en partie dû à l'insularité. Toujours selon l'étude RÉELLE, 80% des échanges économiques à La Réunion sont locaux et, pour 100€ de production locale, 130€ supplémentaires circulent par effet ricochet dans l'économie locale.

#Enraciné

LE BON PLAN

PROTÉGEONS LA FORÊT SÈCHE DE LA RÉUNION

Communiquer, souder ses équipes et défiscaliser tout en contribuant à protéger la biodiversité réunionnaise, c'est possible. Le projet Life + Forêt sèche, porté par le Parc National, vise à enrayer le déclin d'un patrimoine unique au monde : la forêt sèche réunionnaise. Les entreprises sont invitées à participer en versant des fonds, déductibles de leurs impôts au titre de la Responsabilité Sociétale, en mettant à disposition des ressources humaines, dans le cadre par exemple d'un Team Building, ou en fournissant au projet des moyens permettant d'abonder à son action (supports de communication, logistique, matériaux, etc.).

#Noutpatrimoine



AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT
D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

Accélérateur de projets d'avenir

PROSPECTIVE

ATTRACTIVITÉ

INNOVATION

ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

OBSERVATOIRE

CIBLEZ
VOTRE
PARCOURS

Vous êtes un porteur de projet, un innovateur, une entreprise en développement ? NEXA vous accompagne et facilite votre parcours !

Nous vous orientons vers les intervenants du territoire adaptés aux besoins de votre projet ou nous vous intégrons dans nos propres circuits :

- un parcours **Général**, pour tous les types de projets
- un **Accélérateur**, pour les projets à fort potentiel, entrants dans les secteurs stratégiques de La Réunion : la bio-économie tropicale, l'e-co-tourisme, les énergies renouvelables, la santé, le numérique ou l'innovation territoriale

Votre projet est structurant, innovant ? Vous ambitionnez de créer des emplois ? Découvrez l'accélérateur NEXA : votre meilleur allié !

De la stratégie d'entreprise à l'analyse marketing, en passant par la structuration financière, le plan de communication ou la mise à disposition d'une hotline juridique, NEXA vous propose un accompagnement personnalisé, vous apporte des solutions concrètes et mandate des cabinets d'experts, pour vous donner toutes les chances de réussir.

Découvrez nos offres
d'accompagnement
de projets



ACCÉLÉRATEUR
DE
CROISSANCE

Entrepreneurs, inventeurs, chercheurs, vous souhaitez vérifier le caractère innovant de votre projet ? Vous positionner face à l'état de l'art et aux tendances de marché ? Identifier des niches porteuses ? Préparer une demande de financement ?

L'expertise innovation vous propose une analyse gratuite à 360° et des conseils personnalisés pour faciliter votre développement.

Ce bilan à l'instant T, réalisé sur les dimensions technique, économique, financière et managériale, vous fournira des recommandations et un plan d'actions concret pour booster votre activité.

Découvrez nos offres
d'expertises Innovation



NOVONS
La Réunion

EXPERTISES
INNOVATION

Contact : contact@nexa.re - www.nexa.re - Tél : 02 62 20 21 21



L'Europe s'engage à La Réunion avec le FEDER - Fonds Européen de Développement Régional